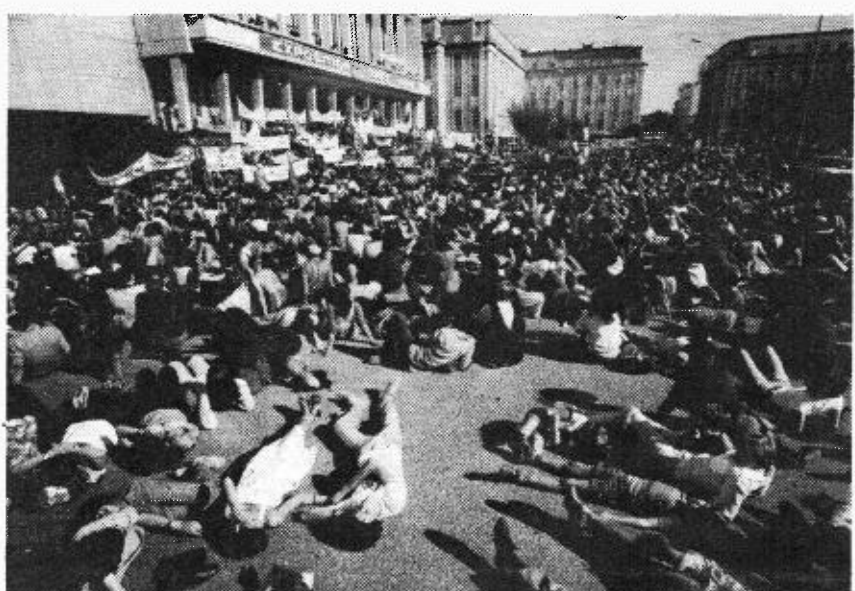




(Photo ADJA)

ECOLOGIE

Manifestation anti-nucléaire samedi «Dead in» de 15000 personnes à Brest

Brest (correspondance).

Alors que les conseillers régionaux de Bretagne réunis à St-Brieuc, vont sans doute confirmer cette semaine le « *vœu* » du conseil économique et social, demandant que la future centrale nucléaire bretonne s'installe à Plogoff, les opposants au projet d'EDF, à l'appel des comités locaux d'information nucléaire de Ploumoguier, de Landerneau et de Brest, ont manifesté samedi : 15 000 personnes.

Quize heures. Place de la Liberté. Depuis déjà une heure, les manifestants anti-nucléaires ont commencé à converger vers la mairie. Toutes les forces vives de Brest et du Nord Finistère sont là, partis politiques, syndicats d'ouvriers, de paysans, de marins-pêcheurs, associations familiales, écologiques, etc... Les groupes anti nucléaires bretons sont aussi tous venus, de Rennes, de Lorient, de St Brieux. En tête du cortège qui se regroupe, les tracteurs des agriculteurs de Ploumoguier, attelés de grosses remorques, précèdent les délégations du Pellerin, de Plogoff et des communes voisines. Des banderoles, des feuillages, des casiers de pêcheurs transforment les engins agricoles, une quinzaine au total, en chars de fête... Un paysan venu avec sa tonne à lisier, rescapée de la marée noire, l'a couverte de calquots : « *et si le plan Orsec rate, pompe à goudron, ou pompe à neutron ?* »

Dès le départ de la manifestation vers 15 h 30, les slogans préparés par le CLIN (comités locaux d'information nucléaire) qui ont tenu tout au long du par-

cours, à ce qu'elle garde un caractère « *populaire et familial* », sont repris par la foule : « *Marée noire, ça suffit, nucléaire non merci* », « *mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain* ». Petit passage destiné directement aux conseillers régionaux : « *pas de décision sans notre avis* ».

L'unanimité dans la foule qui descend la rue de Siam, n'est pourtant pas totale entre la tête du cortège, constituée principalement par les CLIN, et les écologistes scandant « *pas de centrale en Bretagne, non chez nous, non partout* », alors qu'en queue de manifestation, les partis de gauche et la CGT lancent leur propres mots d'ordre. L'Union démocratique bretonne, par exemple, qui n'a jamais pris de position de principe contre l'énergie nucléaire, annonce qu'elle « *dit non à la politique nucléaire du pouvoir, non à l'implantation de centrale en Bretagne* ». Le PS, dont tous les députés bretons sont en bonne place parmi les autres notables des partis de gauche, affirme à son habitude : « *qu'il faut organiser dans le pays un véritable débat démocratique, traitant du nucléaire, et devant aboutir à la définition d'un nouveau plan énergétique* ». Après avoir longtemps tergiversé, la CGT est finalement présente, mais pour elle : « *il convient de poursuivre les études en cours, pour que le nucléaire devienne une des composantes de la politique énergétique diversifiée dont la France a besoin* ». Seule, la Fédération bretonne du PSU rejoint les écologistes et les CLIN en préconisant que « *la recherche nucléaire soit abandonnée et que tous les efforts soient concentrés sur les énergies douces* ».

DEAD IN

Après avoir parcouru une bonne partie du centre de la ville et être passés sans problème devant les « *objectifs stratégiques* » que constituent la Chambre de Commerce, dont les membres réclament la centrale à corps et à cris, et les bureaux brestois de l'EDF, la manifestation se retrouvait place de la Liberté, vers 17 h. Là, pendant qu'un des organisateurs lisait un passage assez effrayant du plan Orsec-Rad

destiné à la région de Fessenheim, la foule s'allongeait par terre pour un « *dead in* » de quelques minutes, destiné à simuler l'effet qu'aurait sur Brest, un accident nucléaire à Ploumoguier, situé à vingt kilomètres à peine de la ville.

Tout donc, jusqu'à l'appel à la dislocation vers 17 h, s'était passé dans le calme, sinon la bonhomie. Mais penser que cela aurait pu finir ainsi à Brest, c'était oublier un peu vite que depuis les manifestations anti marée noire du printemps dernier, il devient presque de tradition que des heurts se produisent après la dislocation, entre les forces de police et une partie des manifestants. Samedi, tout a commencé peu après 17 h, quand un groupe s'en est pris aux bureaux EDF, pourtant protégés par des rideaux de fer, en lançant contre eux quelques cocktails molotov. Très vite, des gendarmes mobiles chargeaient, et les affrontements commençaient entre policiers et deux cents manifestants environ, très jeunes pour la plupart. Selon l'un d'eux, auquel j'ai demandé pourquoi il n'avait pas suivi l'ordre de dislocation : « *l'EDF est un objectif à détruire. Les autres luttent avec des chiffres et des slogans. Nous, on ne veut pas laisser ça comme ça, il faut que ça déménage* ». Aux charges et aux grenades lacrymogènes des policiers, les manifestants répondaient par des cocktails molotov, et des petites bombes confectionnées dans des boîtes de conserve. Les heurts furent particulièrement sévères derrière la mairie, à l'angle de la rue Jean-Jaurès, où devant nos yeux, une jeune manifestante de 17 ans, reçue en plein visage une grenade lacrymogène, tirée de moins de 15 mètres à « *tir tendu* », par un gendarme mobile. En sang, elle devait être conduite par le SAMU à l'hôpital Morvan où nous avons pu savoir dimanche soir, que les médecins craignaient qu'elle ne perde l'œil droit... D'autres blessés moins sérieux, une dizaine au total, ont pu regagner leur domicile, mais on ignorait encore dimanche, si les quelques manifestants arrêtés au cours des affrontements avaient été relâchés.

Y. KERMOR